

République du Sénégal

Un Peuple – Un But – Une Foi

MINISTRE DE L'ECONOMIE

ET DES FINANCES



RAPPORT TRIMESTRIEL D'EXECUTION BUDGETAIRE

Du 1^{er} janvier au 31 mars 2013

SOMMAIRE

I. CONTEXTE.....	4
II. RESSOURCES INTERNES DU BUDGET GENERAL	4
III. DEPENSES DU BUDGET GENERAL	6
III.1. Dépenses sur ressources internes hors personnel.....	8
III.1.1 Les dépenses ordinaires hors personnel :	8
III.1.2 Les dépenses en capital sur ressources internes:	10
III.2 Dépenses de personnel	12
IV. LES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR.....	13
IV.1 Les comptes d'affectation spéciale.....	13
IV.1.1 le Fond national de Retraite (FNR).....	13
IV.1.2 les autres comptes d'affectation spéciale	15
IV.2 Les comptes de prêts.....	15
IV.3 Les comptes d'avance	15
IV.4 Les comptes de garanties et d'avaux.....	15

Liste des Graphiques :

<i>Graphique 1: Exécution des recettes budgétaires au 31/03/2013 comparée aux prévisions de la LFI</i>	6
<i>Graphique 2: Répartition des paiements des dépenses ordinaires hors personnel du 01/01/2013 au 31/03/2013</i>	8
<i>Graphique 3: Service de la dette publique du 01/01/2013 au 31/03/2013</i>	9
<i>Graphique 4: Répartition des paiements de dépenses d'investissement au 31/03/2013</i>	11
<i>Graphique 5: Evolutions comparées des charges de personnel en glissement annuel</i>	13
<i>Graphique 6: Situation du FNR du 01/01/2013 au 31/03/2013</i>	15

Liste des tableaux

<i>Tableau 1: Situation globale d'exécution des recettes budgétaires (en milliards de francs CFA)</i>	5
<i>Tableau 2: Situation d'exécution des dépenses du budget général au 31/03/2013 (en milliards de francs)</i>	7
<i>Tableau 3: Service de la dette publique du 01/01/2013 au 31/03/2013 (en milliards de francs)</i>	9
<i>Tableau 4: Niveaux comparés des situations d'exécution en glissement annuel</i>	12
<i>Tableau 5: Masse salariale par mois du 01/01/2013 au 31/03/2013 (en FCFA)</i>	13
<i>Tableau 6: Niveaux comparés des charges de personnel en glissement annuel</i>	13
<i>Tableau 7: Recettes du FNR et nombre de cotisants au 31/03/2013</i>	14
<i>Tableau 8: Dépenses du FNR et nombre d'allocataires au 31/03/2013</i>	14

Liste des annexes

<i>ANNEXE 1: Situation des recettes du budget général au 31/03/2013 (en milliards de francs)</i>	16
<i>ANNEXE 2: Situation des comptes spéciaux du Trésor</i>	17
<i>ANNEXE 3: Taux d'engagement des crédits par section au 31 mars 2013</i>	18
<i>ANNEXE4: Situation d'exécution budgétaire par section et par titre au 31 mars 2013</i>	19

I. CONTEXTE

Le présent rapport a pour objet de rendre compte de l'exécution, pour la période du 1^{er} janvier 2013 au 31 mars 2013, de la loi n° 2012-18- du 17 décembre 2012, portant loi de finances pour l'année 2013. Il est destiné à l'information des députés, conformément aux dispositions de l'article 70 de la loi n°2011-15 du 8 juillet 2011 portant loi organique relative aux lois de finances. Il est mis à la disposition du public.

Il décrit la situation d'exécution des recettes et des dépenses du budget général et des comptes spéciaux du Trésor pour le 1^{er} trimestre 2013 et procède à une analyse comparative par rapport à la même période de l'année précédente.

II. RESSOURCES INTERNES DU BUDGET GENERAL

Prévues pour un montant global de 2053,55 milliards FCFA dans la LFI 2013, les recettes internes du budget général ont été recouvrées pour un montant de 460,53 milliards FCFA au 31 mars 2013, soit un niveau de réalisation de 22,43%.

Les recettes fiscales et non fiscales sont recouvrées pour un montant de 315,93 milliards FCFA, enregistrant ainsi des moins-values d'un montant de 49,9 milliards FCFA par rapport aux objectifs de la période.

La moins-value est essentiellement portée par les impôts sur les sociétés (IS) pour un montant de 11,4 milliards FCFA, la TVA de porte pour un montant de 18,5 milliards FCFA, les droits d'enregistrement et de timbres pour un montant de 6,9 milliards FCFA.

Par rapport au premier trimestre de 2012, les recettes fiscales et non fiscales ont progressé de 5,2 milliards FCFA, soit 1,7%. Cette évolution favorable résulte essentiellement de la bonne tenue des droits de douanes qui ont cru de 39,3% par rapport au premier trimestre de 2012, également la TVA intérieure a, par rapport à son niveau à fin mars 2012, progressé de 17,9% pour s'établir à 59,2 milliards FCFA. L'IS a également progressé dans des proportions appréciables en se situant à 30,5 milliards FCFA, soit un taux de croissance, par rapport à la période précédente, de 7,2%. Il en est de même des produits financiers et de l'IRCM/IRVM, qui ont respectivement contribué pour 0,4 et 0,3 point à la croissance des recettes en glissement.

En revanche, la TVA à l'import de même que l'impôt sur les revenus des personnes physiques ont ralenti la hausse des recettes de la période sous revue par rapport à celles réalisées à fin mars 2012.

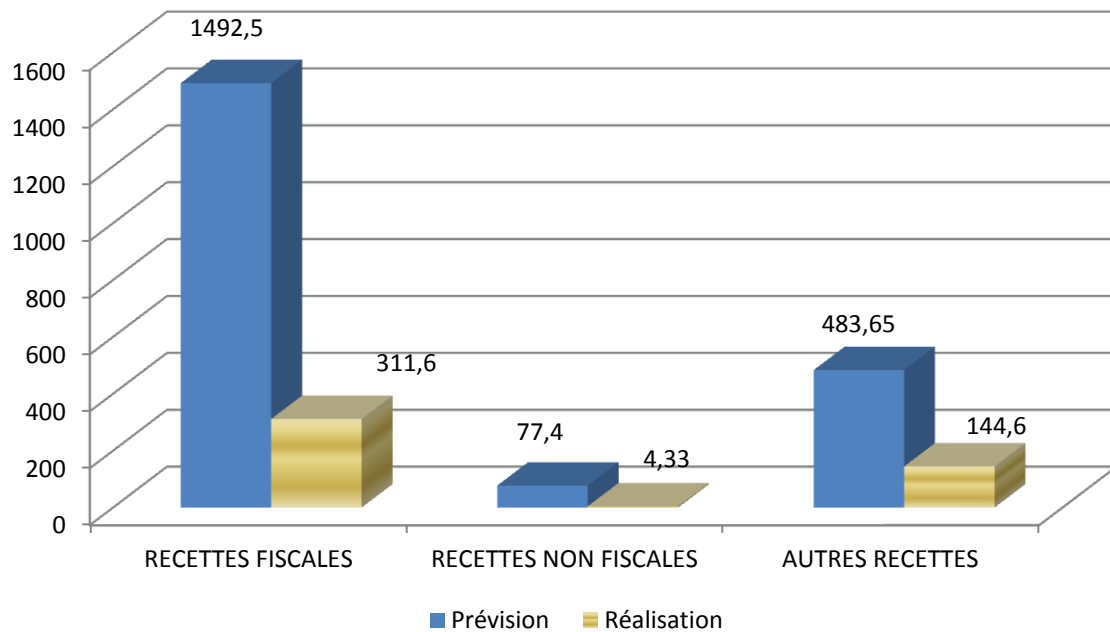
Les autres recettes composées principalement des émissions de bons et d'obligations du Trésor, des recettes exceptionnelles et des remboursements de prêts rétrocédés, sont arrêtées à un montant de 144,6 milliards FCFA dont 99,8 milliards FCFA de bons du Trésor et 34,8 milliards FCFA d'obligations.

Le détail des recettes du budget général est donné en annexe1 du présent document.

Tableau 1: Situation globale d'exécution des recettes budgétaires (en milliards de francs CFA)

Nature de la recette	Prévision LFI	Modifications	Total prévision	Réalisation	Taux de réalisation
RECETTES FISCALES	1492,5	0	1492,5	311,6	20,9%
Impôts directs	423,2	0	423,2	100,7	23,8%
Impôts indirects	1069,3	0	1069,3	210,9	19,7%
RECETTES NON FISCALES	77,4	0	77,4	4,33	5,6%
TOTAL RECTTES FISCALES ET NON FISCALES	1569,9	0	1569,9	315,93	20,1%
AUTRES RECETTES	483,65	0	483,65	144,6	29,9%
TOTAL RECETTES INTERNES	2053,55	0	2053,55	460,53	22,4%

Graphique 1: Exécution des recettes budgétaires au 31/03/2013 comparée aux prévisions de la LFI



III. DEPENSES DU BUDGET GENERAL

Prévus pour un montant global de 2053,550 milliards FCFA dans la loi de finances initiale pour 2013, les crédits du budget général ont été portés à 2063,440 milliards FCFA par les reports de crédits d'investissement. Ces crédits sont engagés, au 31 mars 2013, à hauteur de 425,149 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 20,6%, en dessous du seuil de 25% généralement admis pour le rythme de consommation trimestrielle des crédits. Contrairement aux dépenses de personnel qui s'exécutent suivant une périodicité mensuelle, les autres dépenses sont engagées de manière régulière, suivant la diligence des administrateurs de crédits.

Tableau 2: Situation d'exécution des dépenses du budget général au 31/03/2013 (en milliards de francs)

Titre	Prévision (1)	Modificat ions (2)	Report de crédits (3)	Total prévision (4) = 1+ 2+ 3	Engagemen t (5)	taux d'engag ement des crédits (6)= 5/4	Liquidati on (7)	Taux de liquidat ion des engage ments (8) = 7/5	Ordonnan cement (9)	Taux d'ordon nancem ent des liquidat ions (10)=9/7	Paiement (11)	Reste à payer (12) = 7 - 9
Titre 1- Dette publique	440,850			440,850	64,909	14,72%	64,909	100,0%	64,909	100,0%	64,909	0,000
Titre 2- Dépenses de personnel	467,100	0,000		467,100	113,018	24,20%	113,018	100,0%	113,018	100,0%	113,018	0,000
Titre 3-Dépenses de fonctionnement	352,095	-7,986		344,109	79,858	23,21%	51,856	64,9%	51,545	99,4%	35,064	16,481
Titre 4- Transferts courants	278,205	7,986		286,191	84,963	29,69%	84,963	100,0%	84,855	99,9%	83,060	1,795
Total dépenses ordinaires	1538,250	0,000		1538,250	342,748	22,28%	314,746	91,8%	314,327	99,9%	296,051	18,276
Total dépenses ordinaires hors personnel	1071,150	0,000		1071,150	229,730	21,45%	201,728	87,8%	201,309	99,8%	183,033	18,276
Titre 5- Investissements exécutés par l'Etat	183,982	-24,425	9,651	169,209	23,196	13,71%	11,819	51,0%	11,288	95,5%	2,846	8,443
Titre 6- Transferts en capital	331,318	24,514	0,150	355,981	59,205	16,63%	59,205	100,0%	57,477	97,1%	51,978	5,499
Total Investissement	515,300	0,089	9,801	525,190	82,401	15,69%	71,025	86,2%	68,765	96,8%	54,823	13,942
TOTAL BG	2053,550	0,089	9,801	2063,440	425,149	20,60%	385,771	90,7%	383,092	99,3%	350,874	32,218

III.1. Dépenses sur ressources internes hors personnel

Les dépenses sur ressources internes hors personnel se répartissent en dépenses ordinaires et dépenses en capital.

III.1.1 Les dépenses ordinaires hors personnel :

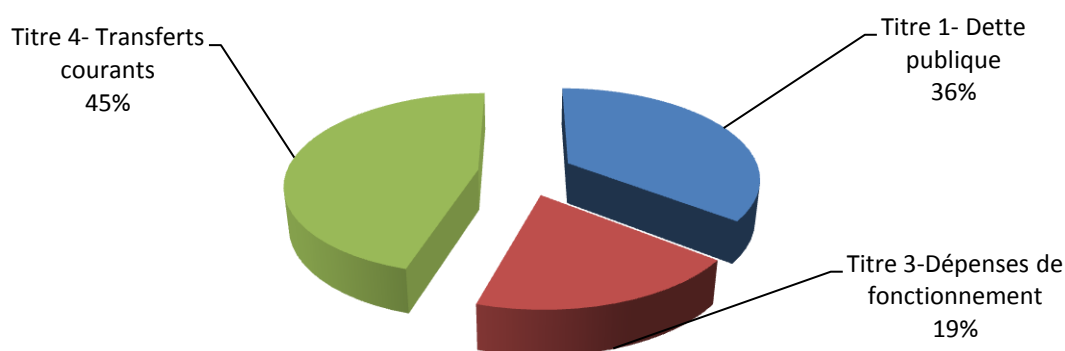
Les crédits ouverts, pour les dépenses ordinaires hors personnel (dette publique, dépenses de fonctionnement et dépenses de transferts courants,) ont été arrêtés à un montant de 1071,150 milliards. Ils sont exécutés comme suit :

- Engagement : 229,730 milliards FCFA soit 21,45% des crédits ouverts ; il correspond au montant des obligations constatées, desquelles résultera une charge, pour le premier trimestre 2013;
- Liquidation : 201,728 milliards FCFA, soit 87,8% des engagements; il correspond au montant des engagements pour lesquels le droit du créancier est constaté c'est-à-dire que sa créance existe et qu'elle est exigible ;
- Ordonnancement : 201,309 milliards FCFA, soit 99,8% des liquidations ; il correspond au montant des liquidations pour lequel l'ordre est donné au comptable de payer la dette de l'Etat ou celle des autres organismes publics ;
- Paiement : le montant des paiements au 1^{er} trimestre 2013 est arrêté à 183,033 milliards FCFA, soit un taux de paiement de 90,92% des ordonnancements et des restes à payer ou à prendre en charge d'un montant de 18,276 milliards FCFA.

En outre, un montant de 3,146 milliards FCFA a été exécuté sous forme d'avance à régulariser.

Le graphique suivant répartit les paiements entre la dette publique, les dépenses de fonctionnement et les transferts courants.

Graphique 2: Répartition des paiements des dépenses ordinaires hors personnel du 01/01/2013 au 31/03/2013



- **La dette publique :** Le montant des paiements, au titre du service de la dette publique pour le 1^{er} trimestre 2013 est arrêté à 64,909 milliards FCFA dont 53,684 milliards FCFA pour le principal et 11,225 milliards FCFA pour les intérêts.

Le montant des ordres de paiements envoyés à la BCEAO pour le règlement de la dette extérieure est de 16,597 milliards FCFA.

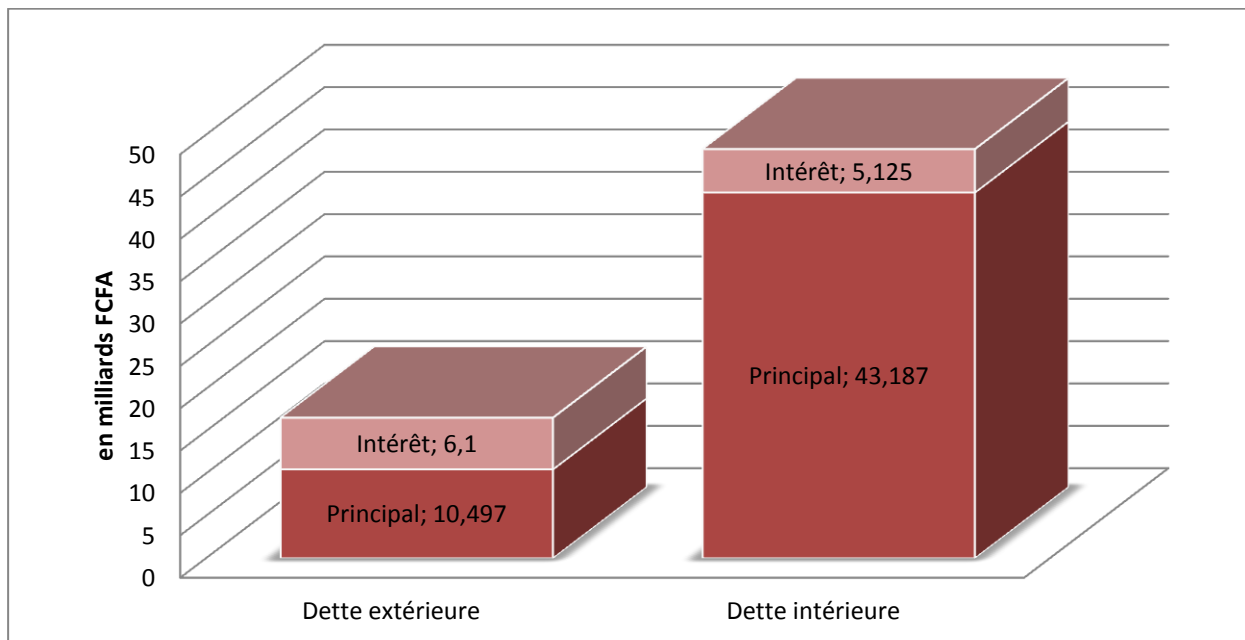
S'agissant de la dette intérieure, le montant des paiements est de 48,312 milliards FCFA et concernent les instruments de plus d'un an, la dette vis-à-vis du FMI et du fonds koweïtien.

Le taux d'exécution des crédits destinés au paiement du service de la dette publique est de 14,72%.

Tableau 3: Service de la dette publique du 01/01/2013 au 31/03/2013 (en milliards de francs)

	Principal	Intérêt	Total
Dettes extérieures	10,497	6,1	16,597
Dettes intérieures	43,187	5,125	48,312
Total	53,684	11,225	64,909

Graphique 3: Service de la dette publique du 01/01/2013 au 31/03/2013



- **Les dépenses de fonctionnement:** Il s'agit des dépenses destinées au fonctionnement des services de l'Administration. Pour le premier trimestre 2013, elles sont exécutées comme suit :

- Engagement : 79,858 milliards FCFA ; soit 23,21% des crédits ouverts ;
 - Liquidation : 51,856 milliards FCFA; soit 64,94% des engagements ;
 - Ordonnancement : 51,545 milliards FCFA; soit 99,40% des liquidations ;
 - Paiement : 35,064 milliards FCFA; soit 68,03% des ordonnancements et des restes à payer ou à prendre en charge de 16,481 milliards FCFA;
 - Caisse d’avance à régulariser : 2,747 milliards.
- **Les transferts courants** : Il s’agit des transferts et subventions destinés aux des Collectivités locales, aux agences, aux universités et autres établissements publics, mais aussi aux allocations sociales, aux contributions aux organisations internationales, etc. Ils sont exécutés comme suit pour le premier trimestre 2013 :
- Engagement : 84,963 milliards FCFA soit 29,69% des crédits ouverts ;
 - Ordonnancement : 84,855 milliards FCFA ; soit 99,9% des engagements ;
 - Paiement : 83,060 milliards FCFA ; soit 97,88% des ordonnancements et des restes à payer ou à prendre en charge de 1,795 milliard FCFA;
 - Caisse d’avance à régulariser : 0,399 milliard FCFA.

III.1.2 Les dépenses en capital sur ressources internes:

Les dépenses en capital financées sur ressources internes ont été initialement prévues pour un montant de 515,300 milliards FCFA réparti entre les investissements exécutés par l’Etat pour un montant de 183,982 milliards FCFA et les transferts en capital pour un montant de 331,318 milliards FCFA. Elles ont été revues à la hausse pour un montant total de 9,890 milliards réparti comme suit :

- i. 9,801 milliards FCFA de report de crédits destinés aux secteurs de souveraineté (Forces armées, Intérieur, Régies financières), de l’Agriculture et de l’Elevage ;
- ii. 89 millions FCFA en faveur du projet de lutte contre les inondations.

Les dépenses en capital se décomposent en investissements exécutés par l’Etat et transferts en capital.

- **Les investissements exécutés par l’Etat** : Il s’agit des dépenses d’investissement exécutées directement par les services de l’Administration. Ces investissements sont exécutés comme suit :
- Engagement : 23,196 milliards FCFA; soit 13,71% des crédits ouverts ;

- Liquidation : 11,819 milliards FCFA; soit 51,0% des engagements ;
- Ordonnancement : 11,288 milliards FCFA; soit 95,51% des liquidations ;
- Paiement : 2,846 milliards FCFA, soit 25,21% des ordonnancements et des restes à payer ou à prendre en charge de 8,443 milliards FCFA;
- Caisse d'avance à régulariser : 0,382 milliard FCFA.

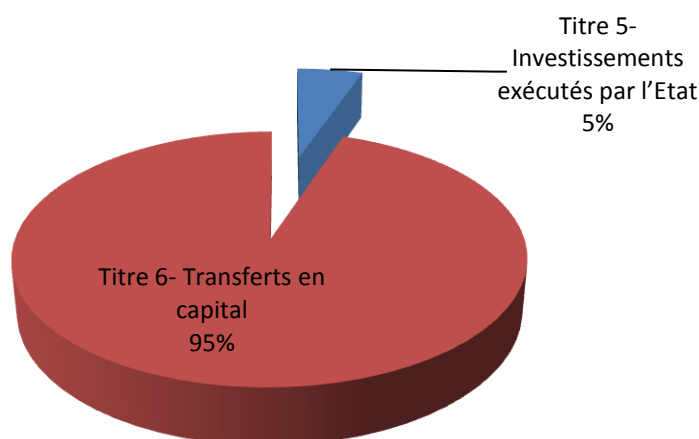
➤ **Les transferts en capital :** Ils sont destinés aux investissements exécutés par les agences et autres entités autonomes similaires et aux subventions d'investissement pour les Collectivités locales et les établissements publics. Ils sont exécutés comme suit :

- Engagement : 59,205 milliards FCFA; soit 16,63% des crédits ouverts ;
- Ordonnancement : 57,477 milliards FCFA; soit 97,1% des engagements ;
- Paiement : 51,978 milliards FCFA; soit 90,43% des ordonnancements et des restes à payer ou à prendre en charge de 5,499 milliards FCFA.

Au total, le niveau d'engagement des dépenses en capital sur ressources internes (15,69%) est relativement faible comparé à celui de la même période de la gestion 2012 qui était de 25,2%. Ce faible niveau d'exécution est lié au respect des procédures de passation des marchés en début d'année.

Le graphique ci-après réparti les paiements du premier trimestre 2013 entre les investissements exécutés par l'Etat et les transferts en capital.

Graphique 4: Répartition des paiements de dépenses d'investissement au 31/03/2013



Le graphique de l'annexe 3 compare les taux d'engagement global des crédits par section au 31 mars 2013.

Tableau 4: Niveaux comparés des situations d'exécution en glissement annuel

Titres	Engagement			Liquidation			Ordonnancement			Paiement		
	31/03/2013	31/03/2012	Ecart	31/03/2013	31/03/2012	Ecart	31/03/2013	31/03/2012	Ecart	31/03/2013	31/03/2012	Ecart
Titre 1- Dette publique	64,91	55,26	9,65	64,91	55,26	9,65	64,91	55,26	9,65	64,91	55,26	9,65
Titre 3- Dépenses de fonctionnement	79,86	86,44	-6,58	51,86	51,76	0,09	51,55	50,95	0,60	35,06	29,91	5,15
Titre 4- Transferts courants	84,96	55,81	29,16	84,96	54,46	30,51	84,86	53,90	30,96	83,06	51,33	31,73
Titre 5- Investissements exécutés par l'Etat	23,20	51,76	-28,56	11,82	33,14	-1,32	11,29	31,97	-20,68	2,85	11,11	-8,26
Titre 6- Transferts en capital	59,21	82,46	-23,25	59,21	82,46	-23,25	57,48	82,36	-24,88	51,98	62,21	-10,23
TOTAL	312,13	331,72	-19,59	272,75	277,07	-4,32	270,07	274,43	-4,35	237,86	209,82	28,04

III.2 Dépenses de personnel

Les dépenses de personnel du premier trimestre 2013 s'élèvent à 113,018 milliards FCFA, soit 24,19% du montant de la masse salariale globale qui s'élève à 467,1 milliards FCFA. Cette tendance de consommation de la masse salariale légèrement en dessous des 25% pour cette période reste correcte.

Au cours du premier trimestre 2013, la tendance évolutive constatée est en dents de scie avec une hausse de 0,2 milliard entre janvier et février suivi d'une forte baisse de 1,375 milliard FCFA entre février et mars.

Cette situation s'explique en partie par l'effet du glissement vieillesse technicité (GVT) négatif qui se traduit par le remplacement d'agents en fin de carrière par une nouvelle génération en début de carrière.

Tableau 5: Masse salariale par mois du 01/01/2013 au 31/03/2013 (en FCFA)

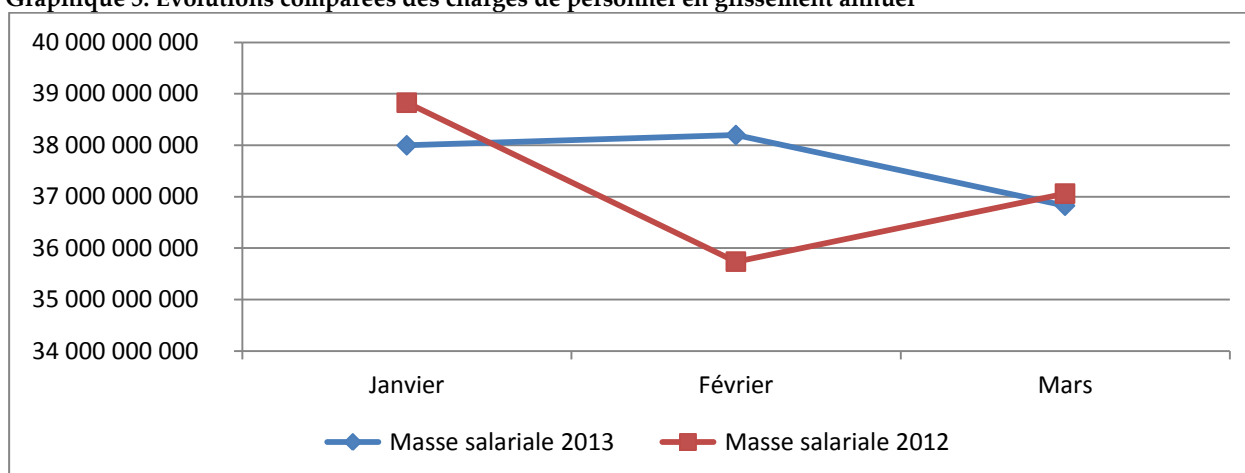
période	Janvier	Février	Mars	Cumul (trimestre)	Moyenne mensuelle
Masse salariale	37 997 817 275	38 197 621 595	36 822 574 413	113 018 013 283	37 672 671 094

Une analyse comparative du premier trimestre de 2012 à la même période de 2013 montre que la masse salariale mensuelle est passée, en moyenne, de 37,207 milliards FCFA en 2012 à 37,673 milliards FCFA en 2013, soit une hausse constatée de 1,3% qui s'est traduite par une augmentation nette de 465,796 millions FCFA.

Tableau 6: Niveaux comparés des charges de personnel en glissement annuel

	Janvier	Février	Mars	Cumul (trimestre)	Moyenne mensuelle
Masse salariale 2013	37 997 817 275	38 197 621 595	36 822 574 413	113 018 013 283	37 672 671 094
Masse salariale 2012	38 825 541 855	35 736 149 409	37 058 934 770	111 620 626 034	37 206 875 345

Graphique 5: Evolutions comparées des charges de personnel en glissement annuel



Globalement, la masse salariale totale du premier trimestre 2013 a connu une augmentation nette de 1,397 milliard FCFA, soit 1,3% en valeur relative, comparativement à celle de la même période de 2012.

IV. LES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

IV.1 Les comptes d'affectation spéciale

IV.1.1 le Fond national de Retraite (FNR)

➤ Les recettes du FNR au 31/03/2013

Les recettes du 1^{er} trimestre 2013 s'élevaient à 15,779 milliards FCFA. Le niveau mensuel des recettes est passé de 5,109 milliards FCFA en janvier 2013 avec un nombre de cotisants de 69 660 agents à 5,288 milliards FCFA en fin mars avec un nombre de cotisants de 69 905 agents ; soit une hausse de 0,179 milliards FCFA et de 245 cotisants supplémentaires.

Tableau 7: Recettes du FNR et nombre de cotisants au 31/03/2013

	janvier		Février		Mars		Total cumulé des recettes (milliards FCFA)
	Recettes en (milliards FCFA)	Nombre de cotisants	Recettes en (milliards FCFA)	Nombre de cotisants	Recettes en (milliards FCFA)	Nombre de cotisants	
Montant /effectif	5,109	69 660	5,382	69 848	5,288	69 905	15,779

➤ **Les dépenses du FNR au 31 Mars 2013**

Les dépenses s'élevaient à 16,817 milliards de janvier à mars 2013. Le niveau mensuel des dépenses est passé de 5,582 milliards FCFA en janvier 2013 avec un nombre d'allocataires de 54 499 pensionnés à 5,719 milliards FCFA en fin mars 2013 avec un nombre d'allocataires de 54 876 pensionnés; soit une hausse nette de 0,137 milliards FCFA en dépenses et de 377 nouveaux allocataires.

Tableau 8: Dépenses du FNR et nombre d'allocataires au 31/03/2013

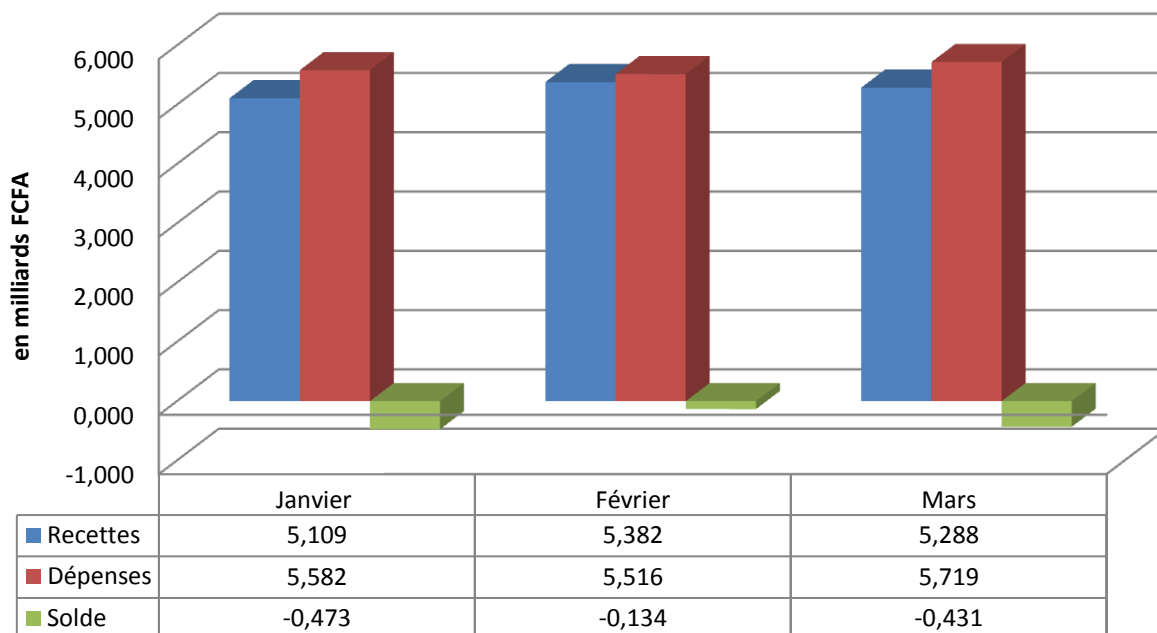
	janvier		Février		Mars		Total cumulé des dépenses (en milliards)
	Dépenses en (milliards FCFA)	Nombre d'allocataires	Dépenses en (milliards FCFA)	Nombre d'allocataires	Dépenses en (milliards FCFA)	Nombre d'allocataires	
Montant /effectif	5,582	54 499	5,516	54 615	5,719	54 876	16,817

➤ **Solde du FNR au 30 Mars 2013**

Les recettes du FNR au cours du premier trimestre de 2013 s'élevaient à 15,780 milliards FCFA tandis que pour la même période, les dépenses s'élevaient à 16,817

milliards FCFA. Le déficit constaté au cours de cette période s'élève à 1,038 milliard FCFA, soit en moyenne 346 millions FCFA par mois.

Graphique 6: Situation du FNR du 01/01/2013 au 31/03/2013



IV.1.2 les autres comptes d'affectation spéciale

Les comptes d'affectation spéciale (hors FNR) ont enregistré des recettes au premier trimestre de 2013, de l'ordre de 113,158 millions FCFA, du fait essentiellement des activités de la Caisse d'Encouragement à la Pêche (94 millions FCFA). Les dépenses portées sur lesdits comptes s'élèvent en revanche à 74,530 millions FCFA au même moment, soit un solde excédentaire au terme du premier trimestre de 38,628 millions FCFA.

IV.2 Les comptes de prêts

Les comptes de prêts n'ont enregistré, au courant du premier trimestre, que des remboursements. Globalement les recettes issues du recouvrement des prêts communément appelés « prêts DMC » sont arrêtées à 1,418 milliard FCFA dans la période sous revue. Ainsi, au titre des opérations de l'année, les comptes de prêts restent excédentaires.

IV.3 Les comptes d'avance

Les comptes d'avances sont restés inactifs sur la période sous revue.

IV.4 Les comptes de garanties et d'avaux

Les comptes de garanties et d'avaux sont restés inactifs sur la période sous revue.

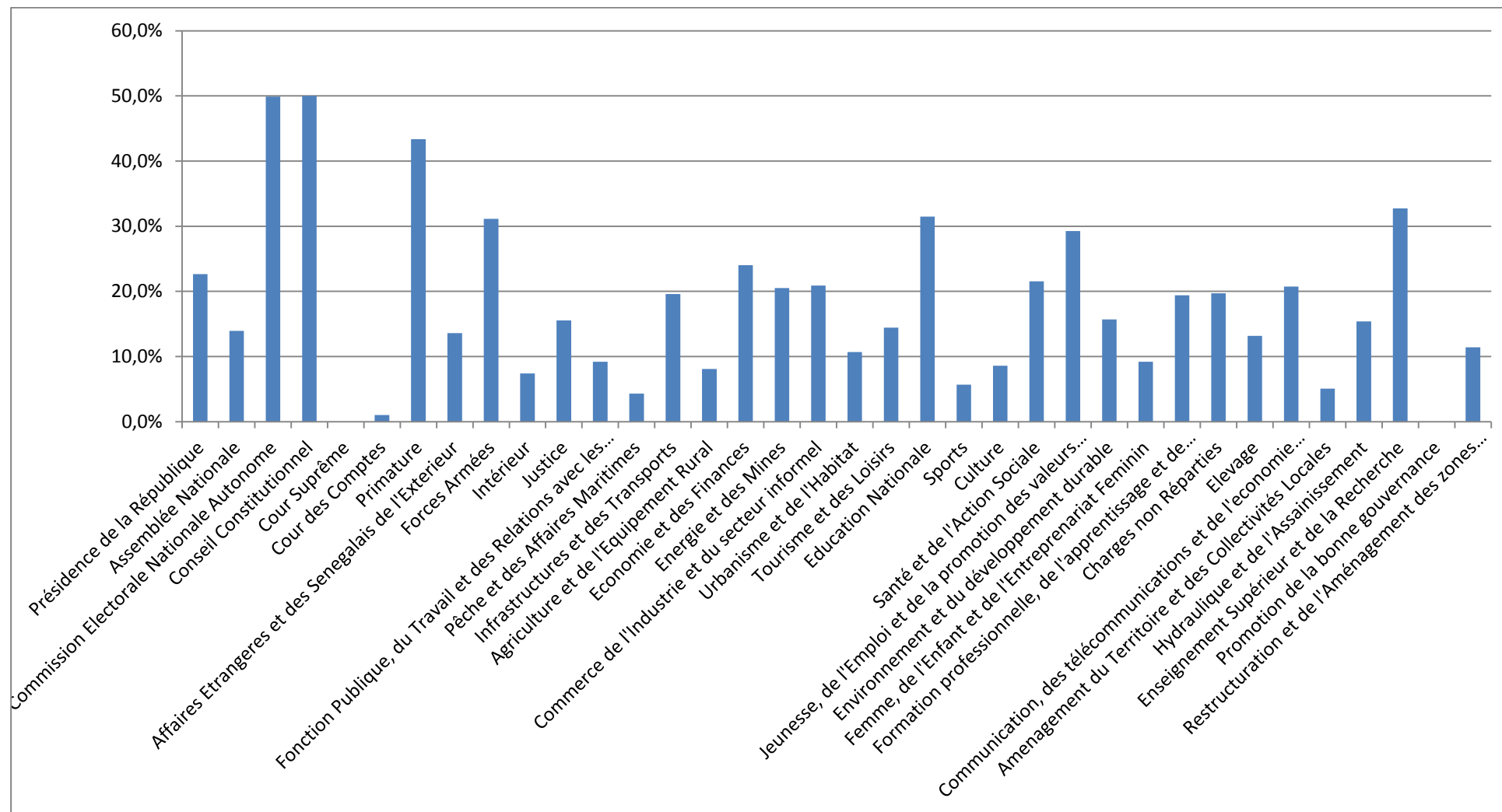
ANNEXE 1: Situation des recettes du budget général au 31/03/2013 (en milliards de francs)

Nature de la recette	Prévisio n LFI	Modific ations	Total prévision	Réalisatio ns	Ecart
071 RECETTES FISCALES					
711 Impôts sur le revenu, les bénéfices et gains en capital	160,5		160,5	30,5	130
712 Impôts sur les salaires et autres rémunérations	238,6		238,6	57,4	181,2
Total impôts sur revenu et sur salaires (711+712)	399,1	0	399,1	87,9	311,2
713 impôts sur le patrimoine(IRCM, IRVM et TPV)	24,1		24,1	8,5	15,6
714 Autres impôts directs (CFCE)	0		0	4,3	-4,3
TOTAL Impôts directs (711+ 712+ 713+ 714)	423,2	0	423,2	100,7	322,5
715 Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services	796,8		796,8	94,3	702,5
716 Droits de timbre et d'enregistrement	33,3		33,3	9,1	24,2
717 Droits et taxes à l'importation	202,4		202,4	105	97,4
719 Autres recettes fiscales	36,8		36,8	2,5	34,3
Total impôts indirects (715+716+717+719)	1069,3	0	1069,3	210,9	858,4
071 TOTAL RECETTES FISCALES (711+715+716+717+719)	1492,5	0	1492,5	311,6	1180,9
072 RECETTES NON FISCALES			0		0
721 Revenu de l'Entreprise et du Domaine	22,5		22,5	1,7	20,8
722 Droits et frais administratifs	0,1		0,1	0,2	-0,1
723 Amendes et condamnations pécuniaires	0,1		0,1	0,03	0,07
724 Produits financiers	52		52	2,2	49,8
729 Autres recettes non fiscales	2,7		2,7	0,2	2,5
TOTAL RECETTES NON FISCALES (721 à 731)	77,4	0	77,4	4,33	73,07
TOTAL RECETTES FISCALES ET NON FISCALES	1569,9	0	1569,9	315,93	1253,97
74 Dons budgétaires	38,6		38,6		38,6
76 Recettes exceptionnelles (dont PPTE / IADM)	59		59	4,5	54,5
14 Emission de bons du Trésor	150		150	99,8	50,2
17 Autres Emprunts (Emissions d'obligations)	186,05		186,05	34,8	151,25
29 Remboursement Prêts rétrocédés	12,8		12,8	0,4	12,4
16 Emprunt Programme	37,2		37,2	5,1	32,1
Total Autres Recettes (74 - 75 -76- 14-17-29-16)	483,65	0	483,65	144,6	339,05
Total Recettes internes (71-72-74-76-29)	2053,55	0	2053,55	460,53	1593,02
Recettes externes non assignées au Trésor					
12 Dons Projet et legs	168,9		168,9		168,9
15 Tirage sur Dons et Emprunt projets	228,2		228,2		228,2
Total Recettes externes non assignées au Trésor (12 - 15)	397,1	0	397,1	0	397,1
TOTAL RECETTES BUDGETAIRES	2450,65	0	2450,65	460,53	1990,12

ANNEXE 2: Situation des comptes spéciaux du Trésor

LIBELLES	RECETTES	DEPENSES	SOLDE
Comptes d'affectation spéciale			
96.101 Fonds national de retraite	15 779 000 000	16 817 000 000	- 1 038 000 000
96.102 Frais de cont. des stes à particip publique	18 275 000	6 724 517	11 550 483
96.103 Caisse d'encouragement à la pêche	94 182 824	67 806 336	26 376 488
96.104 Fonds de lutte contre l'incendie	700 000	-	700 000
Sous-total	15 892 157 824	16 891 530 853	- 999 373 029
Comptes de commerce			-
96.201 Opérations des armées à caractère industriel et com.			-
Sous-total	-	-	-
Comptes de prêts			-
96.503 Prêts aux collectivités locales			-
96.507 Prêts aux particuliers	1 418 162 297	-	1 418 162 297
Sous-total	1 418 162 297	-	1 418 162 297
Comptes d'avances			-
96.605 Avances aux collectivités locales	-	-	-
Sous-total			-
Total CST	17 310 320 121	16 891 530 853	418 789 268

ANNEXE 3: Taux d'engagement des crédits par section au 31 mars 2013 (hors dette et hors personnel)





ANNEXE 4 : SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR SECTION

GESTION : 2013

MOIS : 03-2013

à la date 31/03/2013

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT			
	Budget	LFI	Variation LFR (2)	Virements ou ouvertures de crédits (3)	Reports de crédits (4)	Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4)	Crédits Réservés (6)	Disponible (7=5-6)	Total Engagé (8)	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé (10)	Montant Ordonné (11)	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge (13)	Montant Payé (14)	Reste à Payer (14=12-15)
	(1)															
21 - Présidence de la République	50 775 502 000	0	8 019 930 000	150 000 000	58 945 432 000	14 658 380 732	44 287 051 268	13 349 498 133	23	13 323 731 108	13 206 115 500	22	11 608 615 500	11 284 136 000	324 479 500	
Dépenses de fonctionnement	9 231 774 000	0	769 000 000	0	10 000 774 000	1 435 326 482	8 565 447 518	921 802 133	9	896 035 108	881 219 500	9	881 219 500	556 740 000	324 479 500	
Transferts courants	14 353 728 000	0	7 490 000 000	0	21 843 728 000	10 044 304 250	11 799 423 750	9 586 446 000	44	9 586 446 000	9 488 646 000	43	9 466 146 000	9 466 146 000	0	
Investissements exécutés par l'Etat	994 570 000	0	-239 070 000	0	755 500 000	5 000 000	750 500 000	5 000 000	1	5 000 000	0	0	0	0	0	
Transfert en capital	26 195 430 000	0	0	150 000 000	26 345 430 000	3 173 750 000	23 171 680 000	2 836 250 000	11	2 836 250 000	2 836 250 000	11	1 261 250 000	1 261 250 000	0	
22 - Assemblée Nationale	8 309 506 000	0	40 000 000	0	8 349 506 000	1 162 500 000	7 187 006 000	1 162 500 000	14	1 162 500 000	1 162 500 000	14	1 162 500 000	1 162 500 000	0	
Dépenses de fonctionnement	7 468 345 000	0	40 000 000	0	7 508 345 000	1 140 000 000	6 368 345 000	1 140 000 000	15	1 140 000 000	1 140 000 000	15	1 140 000 000	1 140 000 000	0	
Transferts courants	91 161 000	0	0	0	91 161 000	22 500 000	68 661 000	22 500 000	25	22 500 000	22 500 000	25	22 500 000	22 500 000	0	
Transfert en capital	750 000 000	0	0	0	750 000 000	0	750 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	
23 - Commission Electorale Nationale	2 100 983 000	0	0	0	2 100 983 000	1 048 158 000	1 052 825 000	1 048 158 000	50	1 048 158 000	1 048 158 000	50	1 048 158 000	848 158 000	200 000 000	
Transferts courants	2 100 983 000	0	0	0	2 100 983 000	1 048 158 000	1 052 825 000	1 048 158 000	50	1 048 158 000	1 048 158 000	50	1 048 158 000	848 158 000	200 000 000	
25 - Conseil Constitutionnel	108 370 000	0	0	0	108 370 000	54 185 000	54 185 000	54 185 000	50	54 185 000	54 185 000	50	54 185 000	54 185 000	0	
Dépenses de fonctionnement	108 370 000	0	0	0	108 370 000	54 185 000	54 185 000	54 185 000	50	54 185 000	54 185 000	50	54 185 000	54 185 000	0	
27 - Cour Suprême	1 067 933 000	0	0	0	1 067 933 000	228 989 000	838 944 000	0	0	0	0	0	0	0	0	
Dépenses de fonctionnement	915 956 000	0	0	0	915 956 000	228 989 000	686 967 000	0	0	0	0	0	0	0	0	
Transferts courants	1 977 000	0	0	0	1 977 000	0	1 977 000	0	0	0	0	0	0	0	0	
Investissements exécutés par l'Etat	150 000 000	0	0	0	150 000 000	0	150 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	
28 - Cour des Comptes	1 964 952 000	0	0	0	1 964 952 000	47 490 820	1 917 461 180	20 000 000	1	0	0	0	0	0	0	
Dépenses de fonctionnement	253 952 000	0	0	0	253 952 000	37 490 820	216 461 180	20 000 000	8	0	0	0	0	0	0	
Investissements exécutés par l'Etat	125 000 000	0	0	0	125 000 000	10 000 000	115 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	
Transfert en capital	1 586 000 000	0	0	0	1 586 000 000	0	1 586 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises; Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises

Edité le : 29-AVR. -13 09:12:04



SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR SECTION

GESTION :**2013****MOIS :****03-2013**à la date **31/03/2013**

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(14=12-15)
30 - Primature	20 449 015 000	0	0	0	20 449 015 000	9 659 887 972	10 789 127 028	8 869 858 288	43	8 646 271 944	8 510 489 103	42	8 490 489 103	8 486 905 353	3 583 750
Dépenses de fonctionnement	3 073 274 000	0	0	0	3 073 274 000	1 095 202 522	1 978 071 478	397 716 038	13	231 788 194	96 005 353	3	96 005 353	92 421 603	3 583 750
Transferts courants	4 975 741 000	0	0	0	4 975 741 000	819 483 750	4 156 257 250	739 483 750	15	739 483 750	739 483 750	15	719 483 750	719 483 750	0
Investissements exécutés par l'Etat	853 000 000	0	0	0	853 000 000	70 201 700	782 798 300	57 658 500	7	0	0	0	0	0	0
Transfert en capital	11 547 000 000	0	0	0	11 547 000 000	7 675 000 000	3 872 000 000	7 675 000 000	66	7 675 000 000	7 675 000 000	66	7 675 000 000	7 675 000 000	0
31 - Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	23 890 555 000	0	5 000 000 000	0	28 890 555 000	9 339 607 685	19 550 947 315	3 931 816 662	14	3 867 255 966	3 837 255 966	13	3 837 255 966	3 024 994 730	812 261 236
Dépenses de fonctionnement	12 469 921 000	0	5 000 000 000	0	17 469 921 000	5 338 976 017	12 130 944 983	134 560 696	1	70 000 000	40 000 000	0	40 000 000	0	40 000 000
Transferts courants	5 210 634 000	0	0	0	5 210 634 000	3 512 615 966	1 698 018 034	3 497 255 966	67	3 497 255 966	3 497 255 966	67	3 497 255 966	2 874 994 730	622 261 236
Investissements exécutés par l'Etat	5 580 000 000	0	0	0	5 580 000 000	23 015 702	5 556 984 298	0	0	0	0	0	0	0	0
Transfert en capital	630 000 000	0	0	0	630 000 000	465 000 000	165 000 000	300 000 000	48	300 000 000	300 000 000	48	300 000 000	150 000 000	150 000 000
32 - Ministère des Forces Armées	50 464 375 000	0	0	1 357 493 170	51 821 868 170	16 853 242 167	34 968 626 003	16 137 615 213	31	13 711 737 438	13 613 616 083	26	13 226 096 176	4 415 795 363	8 810 300 813
Dépenses de fonctionnement	23 365 688 000	0	0	0	23 365 688 000	7 003 915 099	16 361 772 901	6 288 288 145	26	5 955 554 023	5 928 397 668	25	5 790 877 761	3 624 957 963	2 165 919 798
Transferts courants	2 313 687 000	0	0	0	2 313 687 000	926 287 400	1 387 399 600	926 287 400	40	926 287 400	926 287 400	40	926 287 400	790 837 400	135 450 000
Investissements exécutés par l'Etat	24 205 000 000	0	0	1 357 493 170	25 562 493 170	8 653 039 668	16 909 453 502	8 653 039 668	34	6 559 896 015	6 488 931 015	25	6 488 931 015	0	6 488 931 015
Transfert en capital	580 000 000	0	0	0	580 000 000	270 000 000	310 000 000	270 000 000	47	270 000 000	270 000 000	47	20 000 000	0	20 000 000
33 - Ministère de l'Intérieur	18 909 082 000	0	89 024 347	3 421 058 474	22 419 164 821	2 090 975 954	20 328 188 867	1 657 892 530	7	680 132 245	677 791 943	3	599 228 005	172 312 594	426 915 411
Dépenses de fonctionnement	7 105 082 000	0	0	0	7 105 082 000	1 007 520 978	6 097 561 022	775 872 319	11	651 171 245	648 830 943	9	570 267 005	143 351 594	426 915 411
Investissements exécutés par l'Etat	11 784 000 000	0	0	3 421 058 474	15 205 058 474	994 430 629	14 210 627 845	882 020 211	6	28 961 000	28 961 000	0	28 961 000	28 961 000	0
Transfert en capital	20 000 000	0	89 024 347	0	109 024 347	89 024 347	20 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
34 - Ministère de la Justice	11 113 379 000	0	30 000 000	0	11 143 379 000	1 870 989 324	9 272 389 676	1 730 421 836	16	1 380 763 813	1 360 380 108	12	1 259 588 108	937 086 282	322 501 826
Dépenses de fonctionnement	5 379 517 000	0	0	0	5 379 517 000	1 139 489 274	4 240 027 726	998 921 786	19	684 481 801	664 098 096	12	564 638 096	275 628 800	289 009 296

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR SECTION

GESTION :

2013

MOIS :

03-2013

à la date 31/03/2013

IMPUTATION Budget	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	LFI (1)	Variation LFR (2)	Virements ou ouvertures de crédits (3)	Reports de crédits (4)	Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4)	Crédits Réservés (6)	Disponible (7=5-6)	Total Engagé (8)	Taux (8= (9/5)* 100	Montant Liquidé (10)	Montant Ordonné (11)	Taux (12= (11/5)*1 00	Montant Pris en charge (13)	Montant Payé (14)	Reste à Payer (14=12-15)
Transferts courants	1 413 862 000	0	30 000 000	0	1 443 862 000	649 983 000	793 879 000	649 983 000	45	649 983 000	649 983 000	45	648 651 000	648 651 000	0
Investissements exécutés par l'Etat	4 320 000 000	0	0	0	4 320 000 000	81 517 050	4 238 482 950	81 517 050	2	46 299 012	46 299 012	1	46 299 012	12 806 482	33 492 530
35 - Ministère de la Fonction Publique, du Travail et des	1 756 829 000	0	145 110 368	0	1 901 939 368	390 357 772	1 511 581 596	174 742 971	9	141 209 530	130 255 310	7	124 987 216	90 486 906	34 500 310
Dépenses de fonctionnement	481 909 000	0	145 110 368	0	627 019 368	236 880 357	390 139 011	50 634 611	8	27 013 170	24 985 650	4	21 377 394	3 841 816	17 535 578
Transferts courants	254 920 000	0	0	0	254 920 000	75 000 000	179 920 000	75 000 000	29	75 000 000	75 000 000	29	75 000 000	75 000 000	0
Investissements exécutés par l'Etat	890 000 000	0	0	0	890 000 000	78 477 415	811 522 585	49 108 360	6	39 196 360	30 269 660	3	28 609 822	11 645 090	16 964 732
Transfert en capital	130 000 000	0	0	0	130 000 000	0	130 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
40 - Ministère de la Pêche et des Affaires Maritimes	6 735 097 000	0	0	0	6 735 097 000	1 204 185 802	5 530 911 198	289 458 772	4	94 671 090	84 503 270	1	71 735 461	45 641 763	26 093 698
Dépenses de fonctionnement	525 650 000	0	0	0	525 650 000	87 319 739	438 330 261	68 953 061	13	48 916 364	39 733 544	8	30 263 169	16 140 125	14 123 044
Transferts courants	183 447 000	0	0	0	183 447 000	11 040 000	172 407 000	11 040 000	6	11 040 000	10 055 000	5	10 055 000	10 055 000	0
Investissements exécutés par l'Etat	3 197 900 000	0	0	0	3 197 900 000	310 826 063	2 887 073 937	209 465 711	7	34 714 726	34 714 726	1	31 417 292	19 446 638	11 970 654
Transfert en capital	2 828 100 000	0	0	0	2 828 100 000	795 000 000	2 033 100 000	0	0	0	0	0	0	0	0
41 - Ministère des Infrastructures et	82 370 964 000	0	10 000 000 000	0	92 370 964 000	18 161 869 365	74 209 094 635	18 083 141 365	20	17 911 471 354	17 586 450 154	19	17 585 494 510	17 533 347 849	52 146 661
Dépenses de fonctionnement	354 855 000	0	0	0	354 855 000	134 087 235	220 767 765	92 859 235	26	34 731 904	34 710 704	10	33 755 060	105 336	33 649 724
Transferts courants	276 109 000	0	0	0	276 109 000	135 109 000	141 000 000	135 109 000	49	135 109 000	135 109 000	49	135 109 000	135 109 000	0
Investissements exécutés par l'Etat	480 000 000	0	0	0	480 000 000	169 539 617	310 460 383	132 039 617	28	18 496 937	18 496 937	4	18 496 937	0	18 496 937
Transfert en capital	81 260 000 000	0	10 000 000 000	0	91 260 000 000	17 723 133 513	73 536 866 487	17 723 133 513	19	17 723 133 513	17 398 133 513	19	17 398 133 513	17 398 133 513	0
42 - Ministère de l'Agriculture et de	75 352 076 000	0	-5 000 000 000	48 135 200	70 400 211 200	5 727 695 355	64 672 515 845	5 704 708 703	8	5 522 377 669	4 450 093 827	6	4 273 222 352	4 068 097 881	205 124 471
Dépenses de fonctionnement	1 104 950 000	0	0	0	1 104 950 000	229 898 471	875 051 529	226 765 891	21	151 464 883	143 330 769	13	129 111 066	103 383 007	25 728 059
Transferts courants	6 262 126 000	0	0	0	6 262 126 000	2 290 650 000	3 971 476 000	2 290 650 000	37	2 290 650 000	2 290 650 000	37	2 290 650 000	2 280 650 000	10 000 000

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR SECTION

GESTION : 2013

MOIS : 03-2013

à la date 31/03/2013

IMPUTATION Budget	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	LFI (1)	Variation LFR (2)	Virements ou ouvertures de crédits (3)	Reports de crédits (4)	Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4)	Crédits Réservés (6)	Disponible (7=5-6)	Total Engagé (8)	Taux (8= (9/5)* 100	Montant Liquidé (10)	Montant Ordonné (11)	Taux (12= (11/5)*1 00	Montant Pris en charge (13)	Montant Payé (14)	Reste à Payer (14=12-15)
Investissements exécutés par l'Etat	4 579 600 000	0	0	48 135 200	4 627 735 200	204 966 236	4 422 768 964	185 112 164	4	78 082 138	67 791 305	1	66 461 286	62 064 874	4 396 412
Transfert en capital	63 405 400 000	0	-5 000 000 000	0	58 405 400 000	3 002 180 648	55 403 219 352	3 002 180 648	5	3 002 180 648	1 948 321 753	3	1 787 000 000	1 622 000 000	165 000 000
43 - Ministère de l'Economie et des Finances	104 022 062 271	0	-19 428 279 345	2 615 245 058	87 209 027 984	22 095 997 133	65 113 030 851	20 954 604 929	24	19 948 324 253	19 871 514 066	23	19 401 019 038	16 647 190 376	2 753 828 662
Dépenses de fonctionnement	7 787 120 891	0	279 328 000	0	8 066 448 891	1 269 994 669	6 796 454 222	878 311 234	11	631 769 495	618 276 213	8	490 252 816	374 450 156	115 802 660
Transferts courants	4 295 941 380	0	292 392 655	0	4 588 334 035	2 125 864 408	2 462 469 627	1 793 816 552	39	1 793 816 552	1 793 816 552	39	1 461 768 696	1 461 768 696	0
Investissements exécutés par l'Etat	53 822 299 000	0	-24 424 692 475	2 615 245 058	32 012 851 583	4 382 322 924	27 630 528 659	3 964 662 011	12	3 204 923 074	3 141 606 169	10	3 131 182 394	2 250 821 524	880 360 870
Transfert en capital	38 116 701 000	0	4 424 692 475	0	42 541 393 475	14 317 815 132	28 223 578 343	14 317 815 132	34	14 317 815 132	14 317 815 132	34	14 317 815 132	12 560 150 000	1 757 665 132
44 - Ministère de l'Energie et des Mines	17 823 499 000	0	0	0	17 823 499 000	5 671 089 582	12 152 409 418	3 658 621 444	21	3 541 284 996	3 540 274 996	20	2 129 624 550	2 113 529 074	16 095 476
Dépenses de fonctionnement	190 188 000	0	0	0	190 188 000	36 691 925	153 496 075	28 804 444	15	10 902 216	9 892 216	5	7 512 724	3 151 928	4 360 796
Transferts courants	96 311 000	0	0	0	96 311 000	82 311 000	14 000 000	82 311 000	85	82 311 000	82 311 000	85	82 311 000	82 311 000	0
Investissements exécutés par l'Etat	2 073 000 000	0	0	0	2 073 000 000	212 586 657	1 860 413 343	208 006 000	10	108 571 780	108 571 780	5	79 300 826	67 566 146	11 734 680
Transfert en capital	15 464 000 000	0	0	0	15 464 000 000	5 339 500 000	10 124 500 000	3 339 500 000	22	3 339 500 000	3 339 500 000	22	1 960 500 000	1 960 500 000	0
45 - Ministère du Commerce de l'Industrie et du secteur informel	7 281 272 000	0	0	0	7 281 272 000	1 532 899 265	5 748 372 735	1 520 356 491	21	1 479 927 338	1 479 927 338	20	1 472 029 292	1 417 812 890	54 216 402
Dépenses de fonctionnement	426 500 000	0	0	0	426 500 000	75 460 731	351 039 269	62 917 957	15	32 975 464	32 975 464	8	30 505 418	24 286 310	6 219 108
Transferts courants	2 364 772 000	0	0	0	2 364 772 000	643 026 750	1 721 745 250	643 026 750	27	643 026 750	643 026 750	27	643 026 750	643 026 750	0
Investissements exécutés par l'Etat	1 670 000 000	0	0	0	1 670 000 000	39 411 784	1 630 588 216	39 411 784	2	28 925 124	28 925 124	2	23 497 124	5 499 830	17 997 294
Transfert en capital	2 820 000 000	0	0	0	2 820 000 000	775 000 000	2 045 000 000	775 000 000	27	775 000 000	775 000 000	27	775 000 000	745 000 000	30 000 000
46 - Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat	7 108 448 000	0	0	0	7 108 448 000	760 732 931	6 347 715 069	760 107 931	11	542 955 784	542 955 784	8	539 116 134	523 119 344	15 996 790
Dépenses de fonctionnement	455 448 000	0	0	0	455 448 000	69 729 369	385 718 631	69 104 369	15	52 955 784	52 955 784	12	49 116 134	33 119 344	15 996 790
Transferts courants	15 000 000	0	0	0	15 000 000	0	15 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR SECTION

GESTION :**2013****MOIS :****03-2013**à la date **31/03/2013**

IMPUTATION Budget	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	LFI (1)	Variation LFR (2)	Virements ou ouvertures de crédits (3)	Reports de crédits (4)	Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4)	Crédits Réservés (6)	Disponible (7=5-6)	Total Engagé (8)	Taux (8= (9/5)* 100	Montant Liquidé (10)	Montant Ordonné (11)	Taux (12= (11/5)* 100	Montant Pris en charge (13)	Montant Payé (14)	Reste à Payer (14=12-15)
Investissements exécutés par l'Etat	2 928 000 000	0	0	0	2 928 000 000	216 003 562	2 711 996 438	216 003 562	7	15 000 000	15 000 000	1	15 000 000	15 000 000	0
Transfert en capital	3 710 000 000	0	0	0	3 710 000 000	475 000 000	3 235 000 000	475 000 000	13	475 000 000	475 000 000	13	475 000 000	475 000 000	0
49 - Ministère du Tourisme et des Loisirs	874 294 000	0	4 277 470	0	878 571 470	189 692 319	688 879 151	126 786 114	14	85 848 229	70 934 349	8	66 857 547	30 566 754	36 290 793
Dépenses de fonctionnement	186 417 000	0	4 277 470	0	190 694 470	45 137 959	145 556 511	32 999 134	17	18 289 553	15 414 553	8	13 064 553	2 123 049	10 941 504
Transferts courants	43 877 000	0	0	0	43 877 000	3 370 000	40 507 000	3 370 000	8	3 370 000	3 370 000	8	3 370 000	3 370 000	0
Investissements exécutés par l'Etat	494 000 000	0	0	0	494 000 000	141 184 360	352 815 640	90 416 980	18	64 188 676	52 149 796	11	50 422 994	25 073 705	25 349 289
Transfert en capital	150 000 000	0	0	0	150 000 000	0	150 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
50 - Ministère de l'Education Nationale	146 144 241 000	0	0	0	146 144 241 000	46 225 539 112	99 918 701 888	45 984 324 635	31	25 319 334 834	25 312 782 602	17	22 244 691 557	15 368 248 495	6 876 443 062
Dépenses de fonctionnement	120 482 836 000	0	0	0	120 482 836 000	46 061 830 672	74 421 005 328	45 820 616 195	4	25 195 335 794	25 188 783 562	21	22 146 691 557	15 285 248 495	6 861 443 062
Transferts courants	2 017 405 000	0	0	0	2 017 405 000	69 999 040	1 947 405 960	69 999 040	3	69 999 040	69 999 040	3	55 000 000	40 000 000	15 000 000
Investissements exécutés par l'Etat	18 483 000 000	0	0	0	18 483 000 000	39 709 400	18 443 290 600	39 709 400	0	0	0	0	0	0	0
Transfert en capital	5 161 000 000	0	0	0	5 161 000 000	54 000 000	5 107 000 000	54 000 000	1	54 000 000	54 000 000	1	43 000 000	43 000 000	0
52 - Ministère des Sports	4 644 515 000	0	0	0	4 644 515 000	467 651 222	4 176 863 778	264 251 222	6	258 371 576	258 371 576	6	145 894 650	134 237 616	11 657 034
Dépenses de fonctionnement	1 894 240 000	0	0	0	1 894 240 000	359 801 222	1 534 438 778	156 401 222	8	150 521 576	150 521 576	8	141 144 650	134 237 616	6 907 034
Transferts courants	500 275 000	0	0	0	500 275 000	107 850 000	392 425 000	107 850 000	22	107 850 000	107 850 000	22	4 750 000	0	4 750 000
Investissements exécutés par l'Etat	2 250 000 000	0	0	0	2 250 000 000	0	2 250 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
53 - Ministère de la Culture	5 979 773 000	0	14 500 000 000	0	20 479 773 000	1 764 360 387	18 715 412 613	1 762 580 731	9	1 753 334 583	1 753 334 583	9	1 742 256 991	1 735 605 177	6 651 814
Dépenses de fonctionnement	457 367 000	0	0	0	457 367 000	49 456 887	407 910 113	47 677 231	10	39 931 083	39 931 083	9	28 853 491	22 201 677	6 651 814
Transferts courants	3 522 406 000	0	0	0	3 522 406 000	1 354 070 500	2 168 335 500	1 354 070 500	38	1 354 070 500	1 354 070 500	38	1 354 070 500	1 354 070 500	0
Investissements exécutés par l'Etat	672 000 000	0	0	0	672 000 000	1 500 000	670 500 000	1 500 000	0	0	0	0	0	0	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR SECTION

GESTION : 2013

MOIS : 03-2013

à la date 31/03/2013

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(14=12-15)
Transfert en capital	1 328 000 000	0	14 500 000 000	0	15 828 000 000	359 333 000	15 468 667 000	359 333 000	2	359 333 000	359 333 000	2	359 333 000	359 333 000	0
54 - Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	68 341 930 000	0	0	0	68 341 930 000	14 738 417 521	53 603 512 479	14 720 819 969	22	9 259 088 296	9 258 515 996	14	9 169 091 364	8 539 088 353	630 003 011
Dépenses de fonctionnement	10 235 685 000	0	0	0	10 235 685 000	701 186 926	9 534 498 074	683 589 374	7	384 485 316	383 913 016	4	303 355 984	153 187 151	150 168 833
Transferts courants	27 556 245 000	0	0	0	27 556 245 000	8 405 663 202	19 150 581 798	8 405 663 202	31	8 405 663 202	8 405 663 202	31	8 400 563 202	8 381 827 202	18 736 000
Investissements exécutés par l'Etat	16 788 000 000	0	0	0	16 788 000 000	5 631 567 393	11 156 432 607	5 631 567 393	34	468 939 778	468 939 778	3	465 172 178	4 074 000	461 098 178
Transfert en capital	13 762 000 000	0	0	0	13 762 000 000	0	13 762 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
55 - Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la promotion des	2 968 212 000	0	0	0	2 968 212 000	985 986 074	1 982 225 926	868 380 574	29	787 080 913	776 281 153	26	736 964 704	684 930 826	52 033 878
Dépenses de fonctionnement	674 267 000	0	0	0	674 267 000	173 159 515	501 107 485	171 389 015	13	100 993 822	100 993 822	15	68 126 405	27 880 204	40 246 201
Transferts courants	1 048 945 000	0	0	0	1 048 945 000	495 897 500	553 047 500	495 897 500	47	495 897 500	486 497 500	46	486 497 500	480 997 500	5 500 000
Investissements exécutés par l'Etat	820 000 000	0	0	0	820 000 000	151 929 059	668 070 941	36 094 059	4	25 189 591	23 789 831	3	17 340 799	11 053 122	6 287 677
Transfert en capital	425 000 000	0	0	0	425 000 000	165 000 000	260 000 000	165 000 000	39	165 000 000	165 000 000	39	165 000 000	165 000 000	0
56 - Ministère de l'Environnement et	10 358 509 000	0	0	0	10 358 509 000	1 903 036 972	8 455 472 028	1 627 121 345	16	1 448 038 389	1 446 600 139	14	1 340 453 094	1 091 508 862	248 944 232
Dépenses de fonctionnement	3 257 219 000	0	0	0	3 257 219 000	550 864 103	2 706 354 897	515 008 288	16	409 811 107	408 372 857	13	337 824 170	223 055 193	114 768 977
Transferts courants	751 290 000	0	0	0	751 290 000	201 572 500	549 717 500	201 572 500	27	201 572 500	201 572 500	27	184 072 500	184 072 500	0
Investissements exécutés par l'Etat	4 128 000 000	0	0	0	4 128 000 000	403 350 369	3 724 649 631	373 290 557	9	299 404 782	299 404 782	7	281 306 424	147 131 169	134 175 255
Transfert en capital	2 222 000 000	0	0	0	2 222 000 000	747 250 000	1 474 750 000	537 250 000	24	537 250 000	537 250 000	24	537 250 000	537 250 000	0
58 - Ministère de la Femme, de l'Enfant et de l'Entrepreneuriat	8 993 312 000	0	0	913 062 500	9 906 374 500	1 578 841 186	8 327 533 314	911 491 874	9	826 347 913	803 414 440	8	798 763 402	756 415 128	42 348 274
Dépenses de fonctionnement	973 818 000	0	0	0	973 818 000	166 463 099	807 354 901	102 529 121	11	30 374 899	29 049 899	3	26 665 323	14 119 495	12 545 828
Transferts courants	1 058 494 000	0	0	0	1 058 494 000	465 232 000	593 262 000	26 000 000	2	26 000 000	26 000 000	2	26 000 000	26 000 000	0
Investissements exécutés par l'Etat	4 229 000 000	0	0	913 062 500	5 142 062 500	103 146 087	5 038 916 413	88 962 753	2	75 973 014	54 364 541	1	52 098 079	22 295 633	29 802 446

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR SECTION

GESTION :

2013

MOIS :

03-2013

à la date 31/03/2013

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(14=12-15)
Transfert en capital	2 732 000 000	0	0	0	2 732 000 000	844 000 000	1 888 000 000	694 000 000	25	694 000 000	694 000 000	25	694 000 000	694 000 000	0
59 - Ministère de la formation professionnelle, de l'apprentissage	16 111 543 000	0	500 000 000	0	16 611 543 000	3 281 685 192	13 329 857 808	3 223 938 261	19	2 894 787 548	2 894 787 548	17	2 653 747 200	2 281 513 475	372 233 725
Dépenses de fonctionnement	7 410 858 000	0	0	0	7 410 858 000	1 879 516 972	5 531 341 028	1 857 729 061	11	1 538 174 548	1 538 174 548	21	1 413 417 200	1 041 183 475	372 233 725
Transferts courants	1 276 685 000	0	0	0	1 276 685 000	486 237 000	790 448 000	455 213 000	36	455 213 000	455 213 000	36	355 830 000	355 830 000	0
Investissements exécutés par l'Etat	3 672 000 000	0	0	0	3 672 000 000	31 431 220	3 640 568 780	26 496 200	1	16 900 000	16 900 000	0	0	0	0
Transfert en capital	3 752 000 000	0	500 000 000	0	4 252 000 000	884 500 000	3 367 500 000	884 500 000	21	884 500 000	884 500 000	21	884 500 000	884 500 000	0
60 - Charges non Réparties	216 419 925 729	0	-14 323 308 493	0	202 096 617 236	40 177 778 989	161 918 838 247	39 842 701 329	20	35 144 879 981	35 143 966 557	17	34 537 247 106	33 519 643 419	1 017 603 687
Dépenses de fonctionnement	120 849 713 479	0	-14 323 308 493	0	106 526 404 986	17 658 129 896	88 868 275 090	17 585 552 236	16	12 887 730 888	12 886 817 464	12	12 438 098 013	11 420 494 326	1 017 603 687
Transferts courants	95 570 212 250	0	0	0	95 570 212 250	22 519 649 093	73 050 563 157	22 257 149 093	23	22 257 149 093	22 257 149 093	23	22 099 149 093	22 099 149 093	0
62 - Min Elevage	6 384 307 000	0	0	383 980 000	6 768 287 000	954 951 826	5 813 335 174	891 143 181	13	629 092 281	599 168 616	9	534 192 595	466 228 520	67 964 075
Dépenses de fonctionnement	579 711 000	0	0	0	579 711 000	226 572 252	353 138 748	215 671 167	37	85 014 478	79 834 593	14	57 142 117	33 840 788	23 301 329
Transferts courants	204 596 000	0	0	0	204 596 000	87 727 000	116 869 000	87 727 000	43	87 727 000	87 727 000	43	87 727 000	87 727 000	0
Investissements exécutés par l'Etat	4 165 000 000	0	0	383 980 000	4 548 980 000	382 152 574	4 166 827 426	329 245 014	7	197 850 803	173 107 023	4	130 823 478	86 160 732	44 662 746
Transfert en capital	1 435 000 000	0	0	0	1 435 000 000	258 500 000	1 176 500 000	258 500 000	18	258 500 000	258 500 000	18	258 500 000	258 500 000	0
63 - Ministère de la Communication,	4 824 654 000	0	100 000 000	0	4 924 654 000	1 032 257 916	3 892 396 084	1 020 535 896	21	995 000 000	995 000 000	20	995 000 000	995 000 000	0
Dépenses de fonctionnement	588 284 000	0	0	0	588 284 000	30 257 916	558 026 084	18 535 896	3	0	0	0	0	0	0
Transferts courants	921 370 000	0	100 000 000	0	1 021 370 000	120 000 000	901 370 000	120 000 000	12	120 000 000	120 000 000	12	120 000 000	120 000 000	0
Investissements exécutés par l'Etat	565 000 000	0	0	0	565 000 000	7 000 000	558 000 000	7 000 000	1	0	0	0	0	0	0
Transfert en capital	2 750 000 000	0	0	0	2 750 000 000	875 000 000	1 875 000 000	875 000 000	32	875 000 000	875 000 000	32	875 000 000	875 000 000	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR SECTION

GESTION :**2013****MOIS :****03-2013**à la date **31/03/2013**

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(14=12-15)
65 - Ministère de l'Aménagement du	38 644 711 000	0	0	0	38 644 711 000	1 991 839 544	36 652 871 456	1 964 419 350	5	1 882 731 373	1 859 831 568	5	1 854 879 177	1 825 760 760	29 118 417
Dépenses de fonctionnement	400 410 000	0	0	0	400 410 000	116 482 620	283 927 380	104 249 168	26	62 142 702	55 737 697	14	50 785 306	26 666 889	24 118 417
Transferts courants	18 326 301 000	0	0	0	18 326 301 000	31 333 333	18 294 967 667	31 333 333	0	31 333 333	31 333 333	0	31 333 333	31 333 333	0
Investissements exécutés par l'Etat	990 000 000	0	0	0	990 000 000	130 023 591	859 976 409	114 836 849	12	75 255 338	58 760 538	6	58 760 538	53 760 538	5 000 000
Transfert en capital	18 928 000 000	0	0	0	18 928 000 000	1 714 000 000	17 214 000 000	1 714 000 000	9	1 714 000 000	1 714 000 000	9	1 714 000 000	1 714 000 000	0
68 - Ministère de l'Hydraulique et de	25 498 430 000	0	-9 327 800 000	911 999 883	17 082 629 883	2 636 799 857	14 445 830 026	2 629 926 330	15	1 262 907 258	599 558 390	4	567 472 152	475 191 250	92 280 902
Dépenses de fonctionnement	249 808 000	0	0	0	249 808 000	61 078 950	188 729 050	60 042 173	24	38 743 088	21 734 140	9	18 811 152	5 030 250	13 780 902
Transferts courants	248 622 000	0	73 200 000	0	321 822 000	150 161 000	171 661 000	150 161 000	47	150 161 000	150 161 000	47	150 161 000	150 161 000	0
Investissements exécutés par l'Etat	7 047 000 000	0	0	911 999 883	7 958 999 883	1 775 559 907	6 183 439 976	1 769 723 157	22	424 003 170	127 663 250	2	98 500 000	20 000 000	78 500 000
Transfert en capital	17 953 000 000	0	-9 401 000 000	0	8 552 000 000	650 000 000	7 902 000 000	650 000 000	8	650 000 000	300 000 000	4	300 000 000	300 000 000	0
75 - Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche	93 828 744 000	0	100 000 000	0	93 928 744 000	31 037 667 839	62 891 076 161	30 759 167 839	33	30 730 812 339	30 730 812 339	33	30 718 741 211	30 713 860 209	4 881 002
Dépenses de fonctionnement	2 991 286 000	0	100 000 000	0	3 091 286 000	448 063 966	2 643 222 034	259 563 966	3	231 208 466	231 208 466	7	228 709 050	225 047 950	3 661 100
Transferts courants	80 933 458 000	0	0	0	80 933 458 000	29 785 893 185	51 147 564 815	29 695 893 185	37	29 695 893 185	29 695 893 185	37	29 686 570 185	29 686 570 185	0
Investissements exécutés par l'Etat	2 027 000 000	0	0	0	2 027 000 000	3 710 688	2 023 289 312	3 710 688	0	3 710 688	3 710 688	0	3 461 976	2 242 074	1 219 902
Transfert en capital	7 877 000 000	0	0	0	7 877 000 000	800 000 000	7 077 000 000	800 000 000	10	800 000 000	800 000 000	10	800 000 000	800 000 000	0
80 - Ministère de la promotion de la	75 000 000	0	239 070 000	0	314 070 000	0	314 070 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses de fonctionnement	75 000 000	0	0	0	75 000 000	0	75 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissements exécutés par l'Etat	0	0	239 070 000	0	239 070 000	0	239 070 000	0	0	0	0	0	0	0	0
81 - Ministère de la Restructuration et de l'Aménagement des zones	3 904 000 000	0	9 401 000 000	0	13 305 000 000	1 521 070 586	11 783 929 414	1 516 571 126	11	1 509 250 035	1 505 250 000	11	1 505 250 000	1 504 250 000	1 000 000
Dépenses de fonctionnement	90 000 000	0	0	0	90 000 000	21 070 586	68 929 414	16 571 126	18	9 250 035	5 250 000	6	5 250 000	4 250 000	1 000 000
Transferts courants	14 000 000	0	0	0	14 000 000	0	14 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR SECTION

GESTION : 2013

MOIS : 03-2013

à la date 31/03/2013

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(14=12-15)
Transfert en capital	3 800 000 000	0	9 401 000 000	0	13 201 000 000	1 500 000 000	11 701 000 000	1 500 000 000	11	1 500 000 000	1 500 000 000	11	1 500 000 000	1 500 000 000	0
Totaux (1)	1 145 600 000 000	0	89 024 347	9 800 974 285	1 155 489 998 632	263 046 810 401	892 443 188 231	247 221 848 044	21	207 843 863 076	205 165 076 304	18	196 494 847 161	172 947 348 249	23 547 498 912